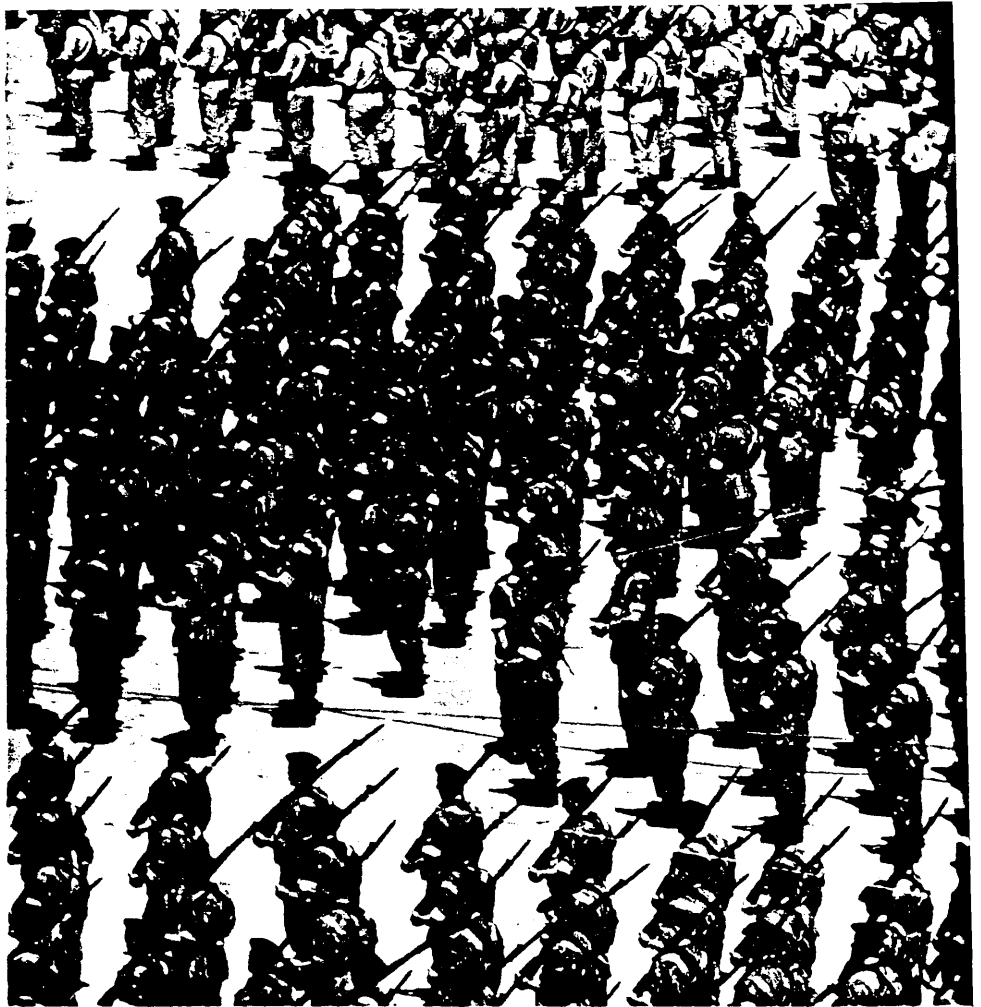


BRANDT, KRUPP ET LE PORTUGAL

PAR AQUINO
DE BRAGANÇA



L'armée portugaise défile à Lisbonne. Grâce à un accord signé par les chrétiens-démocrates, en 1963, l'Allemagne fédérale est devenue le principal fournisseur d'armes pour l'armée coloniale portugaise.

La nouvelle politique de « détente » du chancelier social-démocrate ouest-allemand, Willy Brandt, mettra-t-elle en question le soutien accordé jusqu'ici par Bonn au Portugal et à ses entreprises coloniales en Afrique ?

■ Le gouvernement fédéral de M. Willy Brandt, sorti victorieux des élections du 28 septembre dernier, a inauguré — malgré les vives attaques de M. Franz Joseph Strauss, ancien ministre de la Défense — la première étape d'une nouvelle politique allemande, en « dégelant » les relations avec les pays de l'Est.

Le pilier politique et idéologique, jusqu'à une date récente, de la politique extérieure de la République fédérale allemande était l'anticommunisme. Du fait du rapprochement avec les pays socialistes, le « fantôme du bolchevisme » a cessé de hanter non seulement les amis de M. Brandt, mais aussi les tenants de la haute finance allemande, séduits par l'immense « marché socialiste »...

L'ouverture vers l'Est du nouveau chancelier social-démocrate s'accompagne d'un durcissement de ses positions à l'égard de certains alliés de l'Ouest, et en particulier du Portugal de M. Caetano. Il aurait fait comprendre à celui-ci qu'il serait difficile à son gouvernement de cautionner, comme par le passé, la politique coloniale de Lisbonne.

Cependant, Bonn cherchera à mainte-

nir ses positions économiques et autres au Portugal et dans les colonies portugaises d'Afrique. Il n'est guère permis d'en douter, si l'on en juge par les entretiens récents entre les dirigeants de Bonn et le secrétaire d'Etat portugais aux Affaires économiques, M. Rogerio Martin.

Les conversations ont porté sur les investissements privés ouest-allemands au Portugal et dans les colonies africaines, sur les problèmes que poserait au Portugal, membre de l'A.E.L.E., l'éventuelle admission de la Grande-Bretagne à la C.E.E., et sur le maintien de l'aide militaire ouest-allemande.

Le rôle de la Wehrmacht

M. Günther Harkort, secrétaire d'Etat ouest-allemand aux Affaires étrangères, avait reçu de M. Brandt des directives très précises, et s'est montré très compréhensif. Il a assuré M. Martin de l'appui ouest-allemand au Portugal pour tous les problèmes qui pourraient se poser dans le cas où celui-ci serait obligé d'adhérer au Marché commun.

Depuis longtemps les cercles militaires de la République fédérale allemande et



Magnum

du Portugal de Marcello Caetano entretient des relations qui sortent de l'ordinaire. En effet, quand la Bundeswehr vit le jour, en 1955, elle fut encadrée par les chefs militaires hérités de la Wehrmacht hitlérienne : ils avaient avant et pendant la guerre de 1939-1945 — et même jusqu'à présent —, avec quelques-uns de leurs collègues portugais, des relations fraternelles. La figure de proue de ce « lobby allemand » au Portugal est un ex-ministre de la Défense et vieux compagnon du Dr Salazar, le général Santos Costa. Il avait réclamé déjà en 1952, pour la première fois, à la conférence de l'alliance atlantique l'admission « sans limitation ni conditions » de la République fédérale allemande. Ce pressant appel du Portugal à ses partenaires de l'alliance atlantique fut renouvelé à maintes reprises par le ministre des Affaires étrangères, le Dr Paul Cunha. Très touché par ce « geste », M. von Brentano, son homologue de Bonn, assura plus tard, en 1958, le gouvernement de Lisbonne de la protection de l'O.T.A.N. contre les menaces de la « subversion » nationaliste dans ses « provinces africaines ». Les deux par-

ties, disaient-ils, « sont tombées d'accord sur les objectifs pacifiques (!) de cette organisation, pour la défense conjointe d'idées communes, de paix et d'intégrité territoriale des pays membres ».

Mais ce « commerce d'idées » n'était, bien entendu, nullement pacifique : après la formation de la Bundeswehr, la République fédérale, ne disposant pas encore d'une industrie de guerre, trouva les armes nécessaires dans certains « pays sous-développés », tels le Portugal, la Turquie et la Grèce... Les substantielles commandes allemandes (40 millions de dollars en 1959) contribuèrent, dans une large mesure, à aider le régime de Salazar à moderniser son industrie d'armement en prévision de la guerre de répression coloniale qui se préparait alors en Afrique. Les « injections » de capitaux (120 000 millions de marks) et le « prêt » de plus de 150 techniciens allemands ont considérablement renforcé le potentiel de l'industrie métallurgique portugaise.

Les affaires de M. Strauss

La seconde phase de la coopération luso-allemande est étroitement liée à la vertigineuse ascension politique du bouillonnant Bavarois Franz Joseph Strauss et de la « protection » que trouve le régime portugais auprès de l'éminence grise de tous les chanceliers chrétiens-démocrates de Bonn : le banquier Hermann Joseph Abs. L'homme de la grande finance allemande et « patron » du complexe atomique allemand « Degusa » s'intéresse, bien entendu, aux riches gisements d'uranium portugais qui pourront, espère-t-il, permettre à l'Allemagne d'accéder au club nucléaire. Franz Joseph Strauss, ministre de la Défense, voulait, lui, doter l'armée allemande d'un réseau de bases et de centres d'entraînement à l'étranger...

Le gouvernement de Bonn essaya donc d'obtenir ces bases en Espagne, mais le général Franco aurait poliment refusé, sous la pression des Etats-Unis qui y détiennent quatre bases. C'est à ce moment que M. Strauss reçut une « offre » portugaise : le gouvernement de Salazar était disposé à mettre à la disposition de la Luftwaffe — armée de l'air allemande — une petite ville du centre-sud du pays moyennant une aide accrue du gouvernement de Bonn. Les excellentes conditions météorologiques dans cette région, son isolement presque total de la bruyante Europe industrielle, notaient les experts allemands, permettraient de mettre au point, en toute tranquillité, le

chasseur-bombardier « F104 Starfighter ».

En effet, la vitesse de cet appareil aurait pu atteindre deux fois celle du son, mais cela exigeait une maîtrise très perfectionnée des pilotes. Leur entraînement ne pouvait se faire dans les bases allemandes. Au cas d'une éventuelle attaque atomique contre l'Allemagne, disaient ces experts, trois escadrilles de chasseurs-bombardiers, basées à Beja (1), pouvaient donner à l'ennemi une réplique immédiate.

En qualité de ministre de la Défense de la République fédérale allemande, M. Franz Joseph Strauss s'est donc rendu, en janvier 1962, au Portugal. Il était accompagné du général Panitzki et du colonel Becker (ces deux officiers supérieurs joueront plus tard un rôle de tout premier plan dans la réorganisation de l'armée portugaise). Il négocia à Lisbonne un important accord militaire qui fut paraphé, en 1963, par les ministres de la Défense des deux pays : M. von Hassel pour l'Allemagne et le général Comes de Araujo pour le Portugal. Bien que le texte des accords signés par Strauss avec son homologue portugais n'ait jamais été publié, les sources autorisées confirment qu'en échange de certaines bases — notamment celle de Beja — et d'un centre de stationnement pour les troupes allemandes à Santa Margarida (17 000 hommes), l'Allemagne fédérale s'est engagée :

- 1) à accorder au Portugal une aide militaire plus considérable ;
- 2) à faire soigner les blessés de guerre portugais dans les hôpitaux allemands ;
- 3) à équiper le Portugal de nouveaux hôpitaux ;
- 4) à acheter sur le marché portugais certains équipements militaires pour la Bundeswehr (les munitions) d'une valeur de 100 millions de dollars.

Le commerce des armes

Commentant ces « fraternelles relations », le « New York Times » notait, le 23 août 1965, qu'appliquant le principe « aidons ceux qui nous aident » le Portugal avait autorisé l'Allemagne fédérale à créer une base aérienne dans le Sud... Bien qu'aucune déclaration publique n'ait été faite, il semblait qu'en échange de Beja, où les pilotes allemands

(1) Cette base est actuellement abandonnée par la Luftwaffe parce que l'Espagne a refusé le droit de transit aux avions ouest-allemands. Elle va être transformée en une base civile de la Luftwaffe, ce qui permettra peut-être au Dr Brandt de « décrocher » militairement avec plus de facilité.



M. Caetano, chef du gouvernement portugais : accélérer la pénétration allemande.

► auraient un centre de formation important, l'Allemagne fournirait au Portugal au moins 60 chasseurs à réaction pour des opérations tactiques en Afrique.

En effet, le gouvernement de Bonn était devenu le principal fournisseur d'armes pour l'armée coloniale portugaise. Un porte-parole du Mouvement populaire de Libération de l'Angola (M.P.L.A.) donnait déjà, en 1961 (par les armes saisies à l'ennemi), la preuve que l'Allemagne fédérale avait livré au Portugal 10 000 pistolets-mitrailleurs destinés spécialement à la « sale » guerre en Angola.

Les marchands de canons

Le gouvernement de Bonn s'empessa de démentir cette nouvelle mais le très « indépendant » « Der Spiegel », en conflit ouvert avec M. Strauss, la confirma avec force détails en écrivant notamment : « Les pistolets-mitrailleurs livrés par l'Allemagne fédérale au Portugal en vue de leur emploi en Angola sont de provenance israélienne. Ils ont été vendus par Israël à la République fédérale. Il s'agit d'armes du type « Uzi » et l'affût usuel du modèle vendu à Bonn a été remplacé par un affût à épaule en métal. Les pistolets-mitrailleurs découverts en Angola portent l'inscription gravée « MP Uzi », non pas en lettres hébraïques, mais en caractères latins ; ils sont munis d'affûts en métal et portent l'aigle ouest-allemande, l'emblème national de la République fédérale. »

Les pistolets-mitrailleurs ne constituent pas le seul matériel de guerre fourni par le gouvernement fédéral à l'armée coloniale portugaise. En 1962, Bonn vendait au Portugal seize avions militaires « Dornier » du type « DO 27 ». En 1965, le gouvernement de Bonn livra encore au Portugal soixante chasseurs « Sabre

F-8 6K », achetés par l'Allemagne fédérale au Canada. Lorsqu'il fut rendu public que ces avions devaient servir à la répression en Angola, le gouvernement canadien protesta en rappelant maintes résolutions de l'O.N.U., mais la réponse du gouvernement de M. Erhard (qui avait fait un utile voyage à Lisbonne) fut sibylline : « On estime à Bonn que rien ne s'oppose à la vente des avions parce que le Portugal est membre de l'O.T.A.N., tout comme la République fédérale allemande et le Canada. » Ce qui rejoignait la position officielle portugaise selon laquelle l'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissao ne sont, ni plus ni moins, que les « provinces » africaines du Portugal.

En 1966, l'Allemagne fédérale livrait au Portugal, moyennant une somme modique de dix millions de dollars, quarante chasseurs « Fiat G-91 » et l'attaché militaire du gouvernement portugais à Bonn avouait cyniquement qu'ils seraient utilisés dans la « sale » guerre d'Afrique...

Selon le très officiel « Wehrdienst » — organe des forces armées allemandes —, l'Allemagne fédérale aurait fourni, en 1968, au Portugal 200 avions (dont 110 « Dornier 27's » de fabrication allemande) et d'autres armes, « malgré les objections du ministère des Affaires étrangères et à la suite de la recommandation de la commission de la Défense du Bundestag réunie en session secrète ».

En 1969, elle faisait don à Lisbonne de vingt nouveaux « Dornier 27's ». Bref, l'aide militaire allemande au Portugal était de l'ordre de 3 millions de dollars par an !

Les relations économiques

Mais les relations luso-allemandes ne se sont pas limitées au seul domaine militaire. Un accord a été signé, en 1965, entre les deux gouvernements pour l'extradition de leurs citoyens respectifs, s'ils sont poursuivis pour violation de la loi ou quand ils sont recherchés par « mesure de sécurité » (lisez : opposants politiques et déserteurs de l'armée coloniale portugaise). Entre-temps, les relations commerciales entre les deux pays n'ont pas cessé de se développer. L'Allemagne fédérale prend la première place dans le commerce extérieur portugais. Les exportations versées au Portugal ont augmenté de 9 % au cours des deux dernières années. On retrouve, dans cette aventure, un notoire « fauteur de guerre » : feu Alfried Krupp von Bohlen. En 1964,

il signait un contrat avec la Companhia Mineira de Lobito (portugaise), qui lui céda le droit d'exploiter les gisements de Cassinga en Angola.

Le vieux baron y investit plus de 500 millions de marks. En 1968, plus des deux tiers des 1 269 000 tonnes de minerai de fer enlevés à Cassinga alimentaient l'industrie lourde allemande.

Mais la firme Krupp et d'autres sont ambitieuses : elles projettent de créer un empire en Afrique et trouvent de solides alliés chez les gros propriétaires terriens prussiens qui ont quitté l'Allemagne après la débâcle du nazisme. Beaucoup d'entre eux se sont établis sur les plateaux fertiles du Sud-angolais, où ils ont constitué, après les Portugais, la minorité « blanche et raciste » la plus importante du pays.

Investissements accélérés

Parmi ces colons blancs, Kai von Ahleboldt a été choisi comme le « fondé de pouvoir » de Krupp en Angola. Il est multimillionnaire et possède, entre autres, de vastes plantations. « C'est un acquis positif pour l'économie du pays », estiment les milieux officiels portugais, car il a investi ses capitaux après le soulèvement nationaliste de 1961 et fourni ainsi la preuve de sa confiance à la présence portugaise. Krupp n'est pas le seul groupe financier allemand à s'être établi en Angola. Le groupe Bermann-Opel contrôle l'industrie du bâtiment à Luanda, les plantations de sisal et les mines de manganèse du pays.

Le noyautage par les groupes financiers de l'Afrique « portugaise » se fait, aujourd'hui, à une allure impressionnante. Un récent rapport de l'O.N.U. note, à ce propos, que les grandes puissances occidentales ont, dans les colonies, des intérêts considérables qu'elles s'efforcent de conserver. C'est à cette fin que les alliés du Portugal à l'O.T.A.N. fournissent une assistance économique et militaire.

Il reste à savoir dans quelle mesure, dans l'euphorie de sa nouvelle politique d'« ouverture » et de « détente », le gouvernement de Bonn va renoncer aux privilèges que lui vaut son étroite collaboration avec le Portugal.

M. Brandt va-t-il céder aux pressions de ses amis social-démocrates scandinaves, qu'indigne l'appui logistique de l'O.T.A.N. aux guerres coloniales portugaises ? Seul l'avenir permettra de répondre à ces questions.

Aquino de Bragança